

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Prêts suspects au Mozambique

Credit Suisse lâche 475 millions

La banque suisse a accepté mardi de passer à la caisse pour solder des poursuites aux États-Unis et au Royaume-Uni dans une vaste affaire de corruption.... • (Page 08)

États-Unis / Fed

Jerome Powell soupçonné de conflit d'intérêts

Jerome Powell est accusé d'avoir réalisé des transactions ... • (Page 08)



Rose Kayi Mivedor à propos des zones économiques spéciales • (Page 03)

« Les ZES, catalyseurs de l'industrialisation du Togo »



Intégration des marchés agricoles • (Page 04)

Le Fonds OPEP accorde 10 millions de dollars US au Togo

Coopération Togo - Gabon

Victoire Dogbé visite la ZERP de Nkok

En visite de travail et d'amitié de 48h au Gabon, la ... • (Page 02)

Banque mondiale

Ousmane Diagana en visite officielle au Togo et au Bénin

Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, Ousmane Diagana, ... • (Page 04)

Justice

Rentrée judiciaire 2021-2022 de la CJ / UEMOA.

« Le Juge et le défaut de transposition des directives dans l'espace UEMOA » c'est le thème retenu pour la rentrée ... • (Page 06)

CEDEAO / Politique de concurrence

Les Etats membres élaborent un plaidoyer

Lomé, la capitale togolaise a abrité les 18 et 19 octobre 2021, ... • (Page 11)



**TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS**

Coopération Togo – Gabon

Victoire Dogbé visite la ZERP de Nkok

En visite de travail et d'amitié de 48h au Gabon, la semaine écoulée, le Premier ministre, Victoire Dogbé et sa délégation ont visité le jeudi 21 octobre 2021, la Zone économique à régime privilégié (ZERP) de Nkok.

● Vivien ATAKPABEM

Étape importante du séjour au Gabon du Premier Ministre Victoire Tomégah-Dogbé, la visite jeudi 21 octobre de la zone économique spéciale de Nkok, une véritable source d'inspiration pour le Togo qui s'est engagé dans une nouvelle dynamique d'industrialisation avec la mise en place de la plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) en juin dernier pour la transformation de ses matières premières. Cette visite de terrain a permis à Mme le Premier Ministre et à sa délégation de toucher du doigt, ce qui se fait sur cette vaste zone économique à régime privilégié de 1126 ha créée en 2011 par le Président Ali Bongo Ondimba pour booster l'économie gabonaise. Elle a visité les trois zones de la plateforme de Nkok, notamment la zone industrielle, la zone commerciale et la zone



résidentielle sans oublier le centre international multisectoriel de formation et d'enseignement professionnel de Nkok qui forme des jeunes aux métiers industriels. « Nous sommes honorés de recevoir ici pour la première fois deux dames Premiers Ministres, chefs du gouvernement, c'est historique pour la zone économique de Nkok. », s'est réjouie Mme Anne Nkene Biyo'o, Administrateur général de la Zone économique spéciale de Nkok qui a plus de 6500 emplois directs et des milliers

d'emplois indirects. Cette visite de terrain de Mme le Premier Ministre a permis aux deux pays de renforcer le partenariat entre les deux plateformes industrielles, celle d'Adétikopé (PIA) au Togo et celle de Nkok au Gabon. La convention de partenariat a été signée entre les deux administrateurs généraux, notamment Mme Anne Nkene Biyo'o de la zone économique spéciale de Nkok et l'administrateur général de l'autorité de coordination de la plateforme industrielle d'Adétikopé.



AUX DECIDEURS...

Investir dans l'agriculture

Plus de six personnes sur dix en Afrique subsaharienne travaillent dans le secteur agricole du continent. Nous ne réalisons peut-être pas que ce qui pousse à partir du sol africain peut être lié à certains des aliments les plus populaires au monde.

L'Afrique produit la plus grande offre mondiale de cacao, utilisé dans les barres chocolatées et autres produits. Les grains de café cultivés en Éthiopie et en Ouganda, qui dominent les exportations de café de l'Afrique, ont été évalués à près de 2 milliards de dollars l'année dernière.

Le volume des exportations africaines de produits de base est en hausse. Dans le même temps, de plus en plus d'Africains sont confrontés à l'insécurité alimentaire. Environ 246 millions d'Africains se couchent le ventre vide chaque nuit. Le rythme de la croissance agricole de l'Afrique ne suit pas la croissance démographique de l'Afrique.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, il est temps que les dirigeants africains et mondiaux, ainsi que les organisations de développement, se joignent à l'appel du Groupe de la Banque africaine de développement pour une augmentation des investissements dans les technologies agricoles qui stimulent la production alimentaire et la sécurité alimentaire de l'Afrique face au changement climatique.

Le continent a un immense potentiel pour se nourrir et devenir un grenier à blé pour le monde : environ 65 pour cent des terres arables non cultivées restantes de la Terre se trouvent en Afrique. Cependant, ce potentiel est menacé par des conditions météorologiques extrêmes erratiques. Il est également rabougri parce que la majorité des producteurs vivriers africains sont des petits exploitants agricoles de subsistance. Nous devons intensifier la mise en œuvre de pratiques agricoles modernes et intelligentes face au climat.

Les investissements du Groupe de la Banque africaine de développement aident les agriculteurs africains à mettre plus de nourriture dans la bouche d'un plus grand nombre d'Africains. Depuis que la Banque a lancé sa stratégie Feed Africa en 2015, plus de 74 millions de personnes bénéficient d'un accès à des technologies agricoles améliorées, ce qui se traduit par une production alimentaire plus élevée.

Le programme phare, Technologies for African Agricultural Transformation (TAAT) a fourni à 11 millions d'agriculteurs dans 29 pays africains des technologies agricoles éprouvées telles que le maïs résistant à la sécheresse, le blé résistant à la chaleur, des variétés de semences à haut rendement et des traitements de semences pour se protéger contre les ravageurs comme la chenille légionnaire d'automne, qui a dévasté les cultures africaines en vagues d'essaims ailés et affamés.

Aligné sur le thème de la Journée mondiale de l'alimentation 2021, "Nos actions sont notre avenir. Une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure", la Banque augmente la production alimentaire, l'accès à des aliments plus nutritifs et aide les agriculteurs à s'adapter aux environnements impactés par le changement climatique. Nous plaidons en faveur d'une réforme des politiques sensibles au genre et d'un développement inclusif.

L'initiative Action de financement positif pour les femmes en Afrique (AFAWA) de la Banque vise à réduire le déficit d'accès au financement auquel les femmes entreprises sont confrontées à travers le continent, y compris les femmes travaillant dans l'agriculture.

L'AFAWA vient d'investir 20 millions de dollars dans un projet de financement de pratiques agricoles résilientes au climat au Ghana. Il ciblera des centaines d'entreprises dirigées par des femmes grâce à des lignes de crédit avec Ecobank Ghana, et leur fournira une formation professionnelle sur l'agriculture adaptée au climat.

La Banque africaine de développement envisage une Afrique en sécurité alimentaire qui utilise des technologies de pointe, s'adapte de manière créative au changement climatique et développe une nouvelle génération d'« agripreneurs » - des jeunes et des femmes autonomes qui moderniseront et industrialiseront l'agriculture.

La Facilité de financement vise à accomplir cela en apportant des « agritechs » intelligentes pour aider des millions d'autres agriculteurs africains à doubler les rendements des principales cultures, à produire suffisamment de nourriture pour nourrir 200 millions de personnes supplémentaires et à réduire les cas de malnutrition.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Rose Kayi Mivedor à propos des zones économiques spéciales

« Les ZES, catalyseurs de l'industrialisation du Togo »

Alors que le Togo rationalise les procédures commerciales et développe de nouvelles infrastructures, la ministre de la Promotion des Investissements au Togo, Rose Kayi Mivedor, au cours d'une récente interview accordée à Oxford Business Group, est revenue sur les opportunités qu'offre le Togo aux investisseurs, notamment la mise en place de zones économiques spéciales (ZES), véritables catalyseurs de l'industrialisation au Togo.

Oxford Business Group : Comment évalueriez-vous la situation économique actuelle au Togo, en particulier dans le contexte de la pandémie de Covid-19 ?

Rose Kayi Mivedor : L'économie du Togo a été résiliente et forte pendant la pandémie de Covid-19. L'économie a poursuivi sa solide trajectoire de croissance malgré les problèmes de santé et de logistique. Alors que certains pays d'Afrique de l'Ouest ont enregistré une croissance économique négative en 2020, le PIB du Togo a augmenté de 1,8 %. Bien qu'il s'agisse d'une chute brutale par rapport à la croissance annuelle de plus de 5 % enregistrée au cours des cinq dernières années, le FMI et d'autres groupes internationaux ont salué la performance du Togo. En outre, le Togo a continué d'attirer des investissements directs étrangers pendant la pandémie en raison de l'amélioration continue du climat des affaires, résultat de cinq années de réformes agressives et d'un engagement ferme du gouvernement.

Par exemple, il est désormais possible de créer une entreprise en quatre heures en ligne avec tous les documents requis en place. La réglementation foncière a été simplifiée et le transfert de propriété est plus rapide. En outre, plusieurs réformes financières ont stimulé l'environnement des affaires. En conséquence, le Togo a été l'un des 10 pays les plus améliorés de l'indice 2020 de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, bondissant de 40 places après avoir facilité la création d'une entreprise, l'obtention de permis de construire, le paiement des impôts, l'accès au crédit et l'enregistrement de la propriété. Cette progression a commencé en 2019, lorsque le Togo a gagné 19 places dans l'indice. Les performances réalisées en 2020 ont fait du Togo le premier réformateur en Afrique et le troisième au niveau mondial.

Une croissance du PIB de 4,8% est attendue pour 2021, et l'objectif moyen pour les cinq années suivantes est de 7%, reflétant les effets des projets d'infrastructure prévus et des directives associées. Cette croissance repose sur la participation active du secteur privé, des investisseurs étrangers et le rétablissement de la confiance dans l'économie régionale au sens large.

Dans quelle mesure la crise sanitaire a-t-elle affecté la stabilité du système financier ?

Pendant la crise, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest a pris des mesures pour soutenir l'économie régionale ; fournir des liquidités aux zones qui en ont besoin ; et veiller à ce que le refinancement, la restructuration et le soutien aux entreprises soient facilement disponibles. Malgré le ralentissement de la demande causé par les blocages, les restrictions de mouvement et les défis commerciaux - particulièrement répandus dans l'industrie du transport aérien et le secteur du tourisme - les services financiers se sont avérés résistants et réactifs à la baisse de la consommation. Le gouvernement a pris des mesures appropriées pour soutenir le système financier et les entreprises les plus faibles afin de maintenir un niveau de production stable et de fournir des facilités financières aux entreprises dans le besoin.

Plusieurs projets phares ont été mis en œuvre malgré les perturbations économiques causées par la pandémie. Ces projets doivent renforcer l'écosystème des petites et moyennes entreprises (PME) et propulser l'économie vers l'avant. La Plateforme Industrielle d'Adetikopé (Plateforme Industrielle d'Adetikopé, PIA), qui a été lancée en juin 2021, dynamise



• La ministre de la Promotion des Investissements au Togo, Rose Kayi Mivedor

sera les PME de la région environnante et offrira un éventail d'opportunités aux investisseurs étrangers à la recherche d'une exposition à l'économie togolaise et au marché plus large de la CEDEAO.

Certains projets ont été conçus et réalisés pendant la crise malgré les défis de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement. Par exemple, le premier centre de données de la région a ouvert ses portes au Togo en juin 2021. Le centre de données stimulera l'économie nationale en améliorant les vitesses de connexion, en créant des emplois, en fournissant de nouveaux services et en générant des sources de revenus alternatives.

Quel rôle les zones économiques spéciales (ZES) joueront-elles dans l'avenir du Togo ?

Les ZES sont des catalyseurs de l'industrialisation du Togo et un élément essentiel de la reprise économique du pays. Le Togo a déjà expérimenté des zones franches et des ZES en termes de création d'emplois, et le gouvernement comprend l'importance de créer des espaces où les PME peuvent étendre leurs opérations, accéder au capital et se développer. Le secteur manufacturier – et le textile en particulier – est sur le point de

profiter des ZES.

Le PIA abrite une zone multidisciplinaire qui dessert les secteurs industriels et logistiques, offrant des points d'entrée vers des pays de l'arrière-pays comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger, et offre un guichet unique aux entreprises pour s'implanter dans un environnement propice aux affaires. Sur le plan opérationnel, le PIA agit comme un point d'accès unique pour faciliter les transactions commerciales et les requêtes d'adresse. Ensemble, ces caractéristiques signifient des coûts de production inférieurs pour les entreprises opérant à partir du Togo, ainsi qu'un avantage concurrentiel par rapport aux acteurs internationaux.

En termes de création d'emplois, le premier segment économique est l'industrie textile. Nous attendons 15 200 nouveaux emplois de la part des premières entreprises situées dans la PIA, qui passeront à 30 000 d'ici 2026. Alors que le coton est le produit le plus important en termes de valeur ajoutée et de création d'emplois, le soja et le soja biologique sont en hausse et -marchés de niche à venir.

En termes de disponibilité et de coût de l'énergie, le mix énergétique arrive à maturité pour inclure davantage de sources vertes et atteindre un mix 50/50 d'énergie renouvelable et non renouvelable. Nous augmentons la capacité énergétique à 100 MW dans les environs grâce à la centrale solaire de Blitta, qui dispose actuellement de 50 MW de capacité d'énergie propre. La qualité énergétique du Togo est élevée et le coût pertinent pour les pays voisins est compétitif. L'un des principes fondateurs des ZES est de créer des emplois et des efforts sont en cours pour améliorer les infrastructures énergétiques afin de maintenir l'attractivité du Togo dans la région et contribuer à atteindre cet objectif.

Source : oxfordbusinessgroup.com

Traduction : L'économiste du Togo



Intégration des marchés agricoles

Le Fonds OPEP accorde 10 millions de dollars US au Togo

Le Fonds OPEP pour le développement international a annoncé le 22 octobre 2021, la signature des accords de prêt avec les gouvernements du Bénin (15 millions de dollars US) et du Togo (10 millions de dollars US) pour soutenir le Programme régional d'intégration des marchés agricoles (PRIMA).

● Joël YANCLO

Des prêts du Fonds OPEP d'un montant total de 25 millions de dollars EU stimuleront l'intégration agricole régionale au Bénin et au Togo. L'objectif du Programme est de renforcer les secteurs agricole et commercial pour augmenter durablement les revenus et la sécurité alimentaire des ménages ruraux. Le prêt du Fonds OPEP contribuera au financement des composantes du programme régional coordonné PRIMA au Bénin et au Togo, et est cofinancé par le Fonds international de développement agricole (FIDA) et les gouvernements des deux pays. Il devrait bénéficier à quelque 144 000 ménages (99 000 au Bénin et 45 000 au Togo), représentant plus de 833 000 personnes, avec un fort accent sur la création d'emplois pour les femmes et les jeunes. Le directeur général du Fonds OPEP, le Dr Abdulhamid Alkhalifa, a déclaré dans un communiqué de presse que « dans nos deux pays partenaires, le Bénin et le Togo, l'agriculture a un fort potentiel d'impact sur le développement, employant un pourcentage important de la population active. Nous sommes heureux de soutenir les efforts des gouvernements pour transformer leurs secteurs agricoles locaux par la diversification, l'augmentation de la productivité et la résilience au changement climatique ». Le programme contribuera à améliorer les performances des centres commerciaux sous-régionaux et des corridors de transport transfrontaliers, à promouvoir l'entrepreneuriat rural pour les jeunes et les femmes, et à intégrer pleinement les petits exploitants dans les marchés nationaux et sous-régionaux. Le prêt du Fonds OPEP soutiendra l'intégration des marchés et l'entrepreneuriat rural, ainsi que la transformation de l'agriculture familiale adaptée au changement climatique. Plus précisément, les fonds permettront de financer la réhabilitation d'un total de



neuf marchés de demi-gros, 19 centres de collecte de produits et 500 km de tronçons de routes d'accès rural, reliant les zones de production aux marchés. En outre, 4 000 hectares de terres agricoles seront aménagés pour une gestion durable de l'irrigation, permettant aux agriculteurs familiaux d'augmenter leur production et leur résilience au changement climatique. Le Fonds OPEP soutient depuis plus de 40 ans des projets visant à stimuler le développement socio-économique du Bénin et du Togo, cofinanciant des projets dans les secteurs des transports, de l'énergie, de l'approvisionnement en eau et de l'agriculture, entre autres.

À propos du Fonds OPEP

Le Fonds de l'OPEP pour le développement international (le Fonds de l'OPEP) est la seule institution de développement mandatée au niveau mondial qui fournit exclusivement des financements des pays membres aux pays non membres. L'organisation travaille en coopération avec

des pays en développement partenaires et la communauté internationale du développement pour stimuler la croissance économique et le progrès social dans les pays à revenu faible et intermédiaire du monde entier. Le Fonds OPEP a été créé par les pays membres de l'OPEP en 1976 avec un objectif distinct : favoriser le développement, renforcer les communautés et autonomiser les gens. Notre travail est centré sur les personnes, en se concentrant sur le financement de projets qui répondent à des besoins essentiels, tels que la nourriture, l'énergie, les infrastructures, l'emploi (en particulier en ce qui concerne les MPME), l'eau potable et l'assainissement, les soins de santé et l'éducation. À ce jour, le Fonds de l'OPEP a engagé plus de 22 milliards de dollars américains dans des projets de développement dans plus de 125 pays, pour un coût total du projet estimé à 187 milliards de dollars américains. Sa vision est de parvenir à un monde où le développement durable est une réalité pour tous.



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

AVIS A LA PRESSE

Visite du vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale au Togo et au Bénin

Lomé, le 25 Octobre 2021. Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, Ousmane Diagana, effectuera une visite officielle au Togo et ensuite au Bénin du 27 octobre au 02 novembre 2021, dans le cadre du renforcement du partenariat entre la Banque mondiale et les deux pays. C'est la première visite du vice-président dans ces deux pays depuis sa prise de fonction en juillet 2020.

Au Togo –où il séjournera du 27 au 31 octobre 2021--, Monsieur Diagana s'entretiendra avec Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbe, Président de la République, ainsi qu'avec des membres du gouvernement sur les grandes priorités de développement du pays et sur l'appui de la Banque mondiale pour leur mise en œuvre. Il s'entretiendra également avec des représentants de la société civile, du secteur privé, et avec des jeunes. Pour apprécier l'évolution de certains des projets financés par la Banque mondiale, le vice-président se rendra sur le terrain pour voir quelques réalisations et échanger avec des bénéficiaires.

Au Bénin, où la visite se déroulera du 31 octobre au 02 novembre 2021, outre les rencontres avec le Président de la République, Son Excellence Monsieur Patrice Talon et les membres du gouvernement qui se focaliseront sur les priorités nationales, le vice-président s'entretiendra avec des parties prenantes au développement du pays. Il fera également des visites de terrain pour voir l'évolution de quelques projets et discuter avec les bénéficiaires.

A la fin de son séjour dans chacun des deux pays, Monsieur Diagana s'entretiendra avec la presse pour partager les grandes conclusions de sa visite, ainsi que les orientations de l'appui de la Banque pour les prochaines années.

La Banque mondiale est déterminée à soutenir une reprise résiliente dans ses pays membres suite à la crise du COVID-19. Dans le cadre de sa Stratégie régionale pour l'Afrique de l'ouest et centrale, elle vise à aider les pays à établir un nouveau contrat social entre les Etats et les citoyens, œuvrer à plus d'emplois de meilleure qualité, renforcer le capital humain et améliorer la résilience climatique. Le portefeuille de la Banque mondiale pour les 22 pays de la sous-région s'élève à plus de 44 milliards de dollars.

Contacts :

- À Lomé :
Erick K. Kaglan, +228 90 38 1837, kkaglan@worldbank.org;
Esinam Hlomador, +228 90 25 0723, ehlomador@worldbank.org
- A Cotonou:
Yao Gnona Afangbedji, +229 97 44 5757, yafangbedji@worldbank.org;

Pour en savoir plus sur les activités de la Banque mondiale au Togo, rendez-vous sur <http://www.banquemondiale.org/fr/country/togo>

Pour en savoir plus sur les activités de la Banque mondiale au Bénin, rendez-vous sur <http://www.worldbank.org/fr/country/benin>

Rejoignez-nous sur Facebook : <https://www.facebook.com/WorldBankAfrica>

Suivez-nous sur Twitter : [@WorldBankAfrica](https://twitter.com/WorldBankAfrica)

Retrouvez-nous sur YouTube : <https://www.youtube.com/playlist?list=PL2365BDB4784D3035>

Communiqué de presse
2022/018/AFR



GROUPE ISD AFRIK TOGO

FORMATIONGESTION ADMINISTRATIVE ET
LOGICIELLE DE LA PAIE

RESSOURCES HUMAINES

Du **26**
au **29**
Octobre
2021**D**urée
4 JOURS**F**rais
150 000 FCFA/TCC**A** offrir aux participantsUn kit de formation une clé de 4 Go
avec le contenu de la formation & autres
documents**P**rofil du formateurExpert consultant en ressources
humaines Consultant et formateur en
logiciel de Gestion de la paie et des
ressources humaines.**P**ublic cibleDirecteur généraux Directeur financier
Directeur des ressources humaines -
Responsable de la paie.

☎ +228 91 46 86 51 / 99 81 24 46

E-mail : isdtogo2015@gmail.com - Secrétariat.isdtogo@gmail.com

HÔTEL
SARAKAWA**AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES****(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES,
CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)**

Dans le cadre de l'opérationnalisation effective du Poste de Contrôles Juxtaposés (PCJ) de Noépé-Akanu et de la redéfinition du corridor Abidjan-Lagos,

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des Opérateurs économiques qu'à compter du 1er novembre 2021, les opérations de dédouanement de marchandises en transit, au départ ou en provenance du Ghana à destination du Togo ou d'autres pays sont impérativement logées au Poste de Contrôles Juxtaposés de Noépé-Akanu.

Sont ainsi visées, les marchandises chargées dans les ports, usines, entrepôts ou autres installations similaires en provenance du Ghana.

Il en est de même du transit douanier de marchandises au départ ou en provenance du Togo à destination du Ghana ou d'autres pays.

En ce qui concerne le trafic des marchandises diverses achetées sur le marché ghanéen ou togolais communément appelées «acquit» les formalités de dédouanement sont domiciliées à la Division des Opérations Douanières de Kwadjoviakopé et au bureau de Douane de Ségbé.

Le Commissaire Général compte sur le civisme de tous pour le respect scrupuleux du présent avis.

Fait à Lomé, le 19 octobre 2021

P. Le Commissaire Général absent, p.i
Le Commissaire des Douanes et Droits Indirects, p.i

Kwawo A. K. ESSIEN

8201

www.otr.tg

+228 90 99 41 01

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

OUEST AFRICAINE

La Commission

**COMMUNIQUE DE PRESSE****Rentrée judiciaire 2021-2022 de la Cour de Justice de l'UEMOA.**

« Le Juge et le défaut de transposition des directives dans l'espace UEMOA » c'est le thème retenu pour la rentrée judiciaire 2021-2022.

La cérémonie aura lieu le mercredi 27 octobre 2021 à partir de 10 Heures, au cours d'une audience publique et solennelle au siège de la Cour de Justice de l'UEMOA, sis à la Place du Mémorial aux Héros Nationaux à Ouaga 2000.

La Cour se conforme ainsi à l'Article 12.5 du Règlement n°01/2012/CJ du 21 décembre 2012 qui stipule qu'une audience dite de « rentrée judiciaire » a lieu au terme de la période des vacances judiciaires, au cours de laquelle il est constaté la clôture de l'année achevée et l'ouverture de l'année nouvelle.

La rentrée judiciaire est aussi l'occasion de faire le bilan des activités de l'institution pour l'année qui s'achève et décliner les perspectives.

Pour rappel, la Cour de Justice de l'UEMOA a été créée par les Articles 16 et 38 du Traité. Elle a pour mission de veiller au respect du droit quant à l'interprétation et l'application du Traité de l'Union. Son siège est à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Ouagadougou, le 25 octobre 2022

La Direction de la Communication

Afrique subsaharienne**Citigroup affiche une stratégie payante sur le marché de la dette**

Citigroup a dominé le classement sur la valeur des transactions de dette gérées en Afrique subsaharienne sur les 9 premiers mois de 2021. Mais, il doit encore reprendre du leadership sur d'autres aspects de ce secteur de la banque d'investissement.

Citigroup est arrivé en tête des institutions bancaires qui ont arrangé des opérations de levée de fonds par dette en Afrique subsaharienne, au terme des 9 premiers mois de l'année 2021. La filiale du groupe américain a arrangé pour 5,9 milliards \$ de ressources mobilisées dans la région, selon des informations publiées par Refinitiv, la plateforme des données du groupe médiatique Reuters. Cette performance représente une hausse de 269% par rapport

à celle de la même période en 2020, et le groupe financier pesait à fin septembre 2021, pour 16% de la dette en Afrique subsaharienne. Il a ainsi 17 transactions, en hausse de 240%. Il faut aussi noter que sur les 9 premiers mois de 2020, il avait seulement travaillé sur la mobilisation de 1,6 milliard \$, en baisse de 19% par rapport à la même période en 2019. Cette évolution est parallèle à la stratégie qui a consisté pour l'entreprise financière à renforcer son positionnement sur le continent africain. En juillet 2021, Bloomberg citant le directeur en Afrique

subsaharienne de la banque basée à New York, Akin Dawodu, informait de ce qu'il était prévu une augmentation de 10% des effectifs dans la région. « Nous cherchons à renforcer les capacités de nos équipes de couverture ainsi que celles de nos services bancaires aux entreprises et de nos activités de marché », expliquait-il. Rappelons qu'en 2020, Citigroup avait occupé le troisième rang en termes de valeur des transactions de dette arrangées en Afrique subsaharienne.

Avec Agence Ecofin

Exploration minière**Le budget mondial à a augmenté de 35 % en 2021**

Selon plusieurs observateurs, un nouveau super-cycle des matières premières est en cours, grâce notamment aux besoins importants de la transition énergétique en divers métaux. Cela incite plus que jamais les compagnies à investir dans l'exploration pour découvrir de nouveaux gisements à exploiter.

S&P Global Market Intelligence, division de l'agence de notation S&P Global, a indiqué cette semaine que le budget consacré à l'exploration des métaux non ferreux au niveau mondial est en hausse de 35 % en glissement annuel. Selon ses données, les compagnies ont en effet dépensé 11,2 milliards \$ cette année, contre 8,3 milliards de dol-

lars en 2020, notamment parce qu'elles ont reporté plusieurs activités prévues l'année dernière à cause des restrictions liées à la pandémie de Covid-19. Cette augmentation est principalement portée par les juniors minières qui ont vu leur budget augmenter de 62 % en glissement annuel pour atteindre 4,1 milliards \$. Malgré cette progression, les compagnies



bien établies dominant toujours avec 5,6 milliards \$ dépensés sur la période. L'or et les métaux de base sont lo-

Sécurité alimentaire**Le Nigéria peut compter sur la BAD**

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Dr Akinwumi A. Adesina, a reçu, lundi 18 octobre 2021 à Abidjan, une délégation nigériane conduite par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohammad Mahmood Abubakar. Cette rencontre intervient une semaine après l'allocation du président Adesina lors du séminaire gouvernemental de mi-mandat présidé par le chef de l'État nigérian, Muhammadu Buhari.

● Nicole ESSO

Les échanges étaient centrés sur les réponses aux préoccupations croissantes sur la sécurité alimentaire du pays, Akinwumi A. Adesina indiquant que le soutien stratégique de la Banque apporté à la production alimentaire nigériane dépendait de cinq facteurs clés : soutien, envergure, structure, rapidité et durabilité. « Je tiens à assurer le président Buhari que la Banque africaine de développement apportera à son gouvernement un soutien fort pour lui permettre de faire face aux enjeux de la sécurité alimentaire du pays, a-t-il précisé. L'inflation au Nigeria est élevée et se situe à 16 %, voire plus. Bien entendu, la plus grande partie de l'indice des prix à la consommation concerne le prix des denrées alimentaires, soit près de 65 %. Donc, si nous pouvons faire baisser le prix des denrées alimentaires, nous pouvons bien sûr faire baisser l'inflation. » Le président Adesina a appelé le ministre nigérian à constituer rapidement un groupe de travail compétent et à mettre en place des méthodes appropriées pour optimiser les résultats des campagnes agricoles du pays. Il a affirmé qu'une forte augmentation de la production alimentaire conduirait à une baisse des prix des denrées alimentaires, entraînant à son tour une baisse de l'inflation. Mohammad Mahmood Abubakar a déclaré que sa mission consultative à Abidjan faisait suite aux instructions du président Buhari : « Notre mission est d'examiner les moyens par lesquels le Nigeria est capable d'améliorer



sa production alimentaire, de réduire les prix des denrées alimentaires et de créer de la richesse. » Le ministre nigérian a salué la stratégie proposée par la Banque et l'a qualifiée de stratégie d'intérêt historique capable de stimuler la production alimentaire du Nigeria : « Elle va inverser la fâcheuse tendance d'une forte augmentation du prix des denrées alimentaires dans le pays. J'accueille avec satisfaction la stratégie de la Banque, dont l'objectif est de faciliter la production de neuf millions de tonnes de denrées alimentaires au Nigeria et de nous aider à accroître notre autosuffisance. L'initiative de la Banque concernant les Zones spéciales de transformation des produits agroalimentaires est admirable, et le Nigeria lui en est reconnaissant. »

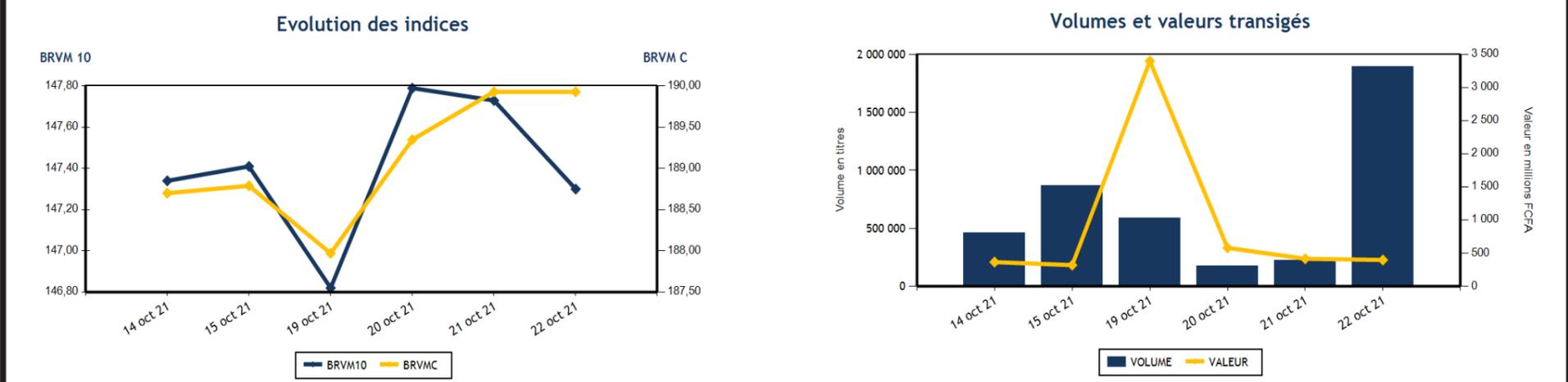
Une aide au Nigéria

La Banque africaine de développement apportera une aide au Nigeria en fournissant aux agriculteurs des intrants, notamment des semences et des engrais hautement améliorés, et mettra en place une plateforme intégrée de livraison d'intrants. Lors de cette réunion d'Abidjan, l'initiative de la Banque portant sur les Zones spéciales de transformation des produits agroalimentaires a fait l'ob-

jet de débats approfondis en tant que plan à moyen terme efficace pour révolutionner la chaîne de valeur agricole du Nigeria. « La tâche, la responsabilité et le défi de nourrir le Nigeria reposent sur vos épaules, a souligné le président Adesina. Vous recevrez de ma part et de la Banque africaine de développement un maximum de soutien pour remplir la responsabilité que le président Buhari vous a confiée. Vous ne serez pas seuls. » « La Banque est prête à soutenir et aider pleinement le Nigeria au cours des prochaines campagnes agricoles. Nous devons donc nous assurer que les choses changent en mieux. Le président doit réussir et le Nigeria doit réussir ! », a-t-il affirmé. Mohammad Mahmood Abubakar a remercié la Banque africaine de développement pour son soutien et a déclaré que la réunion l'avait rassuré sur la capacité du Nigeria pour les prochaines campagnes agricoles, avec le soutien de la Banque. Il a également demandé l'aide de la Banque pour restructurer le capital de la Banque de l'agriculture du Nigeria. Les deux parties ont mis en place une équipe de travail pour élaborer un plan de mise en œuvre accélérée au cours des deux prochains mois.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10 147,30	BRVM BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES Afrique de l'Ouest	BRVM Composite 189,93
Variation Jour ↓ -0,29 %	BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	Variation Jour 0,00 %
Variation annuelle ↑ 12,55 %	N° 204 vendredi 22 octobre 2021	Variation annuelle ↑ 30,65 %
Site : www.brvm.org		



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 715 444 717 876	0,00 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 892 174	773,38 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	395 839 399	15,98 %
Nombre de titres transigés	43	-2,27 %
Nombre de titres en hausse	12	-7,69 %
Nombre de titres en baisse	18	-10,00 %
Nombre de titres inchangés	13	18,18 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	4 955	7,48 %	1 448,44 %
PALM CI (PALC)	6 700	7,46 %	197,78 %
SITAB CI (STBC)	4 510	7,38 %	750,94 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 600	6,67 %	42,22 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 275	4,97 %	49,20 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 094 240 039 471	-0,01 %
Volume échangé	137	-98,56 %
Valeur transigée (FCFA)	1 277 350	-98,27 %
Nombre de titres transigés	8	100,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	5	66,67 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	4 550	-7,14 %	9,24 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 605	-5,59 %	-0,31 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	610	-3,94 %	229,73 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 050	-3,67 %	191,67 %
SETAO CI (STAC)	720	-2,70 %	157,14 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	90,36	1,62 %	149,27 %	16 166	43 984 035	20,27
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	451,69	-0,02 %	10,04 %	20 570	169 857 145	7,99
BRVM - FINANCES	15	70,17	-0,40 %	16,97 %	1 816 899	96 241 309	13,64
BRVM - TRANSPORT	2	588,71	0,00 %	55,46 %	4 105	9 285 900	9,83
BRVM - AGRICULTURE	5	251,27	1,79 %	190,35 %	12 254	44 604 075	15,93
BRVM - DISTRIBUTION	7	378,98	-1,13 %	67,37 %	18 172	31 130 655	23,04
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	888,40	-2,70 %	157,14 %	438	320 580	4,17
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,70	
Taux de rendement moyen du marché	6,29	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,36	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	96	
Volume moyen annuel par séance	289 646,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 597 187 656,36	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	5,09	
Ratio moyen de satisfaction	88,68	
Ratio moyen de tendance	1 741,63	
Ratio moyen de couverture	5,74	
Taux de rotation moyen du marché	0,18	
Prime de risque du marché	1,98	
Nombre de SGI participantes	29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

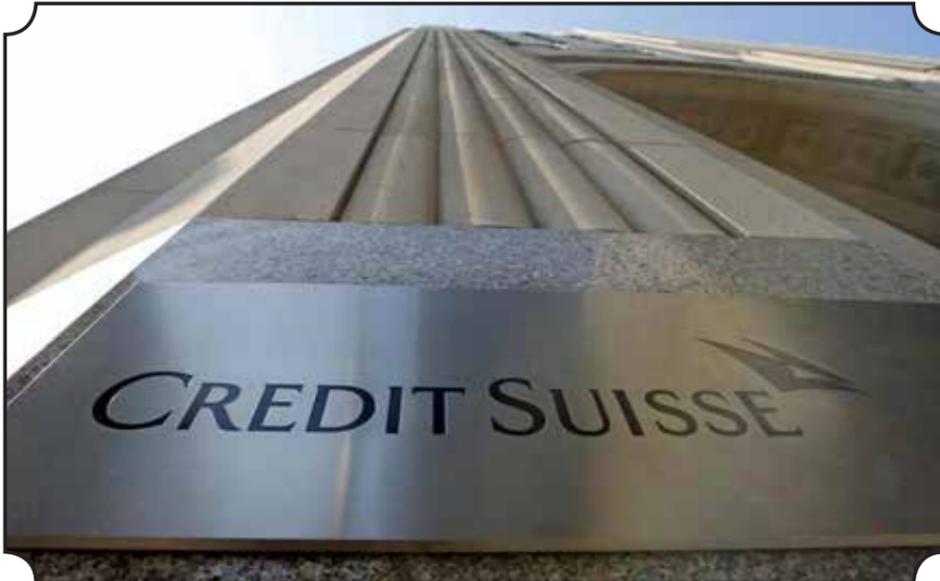
<small>Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou CI BP 2000 Cotonou Tél : (229) 21 31 21 20 Fax : (229) 21 31 20 77</small>	<small>BRVM/AMA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 002 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19</small>	<small>CÔTE D'IVOIRE Douane Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma CI BP 3002 Abidjan 01 Tél : (225) 20 31 95 50 Fax : (225) 20 32 47 77</small>	<small>GUINÉE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire, Avenue Piarres Nalanda GP 88 Bissau Tél : (246) 320 16 52 Fax : (246) 320 16 52</small>	<small>MALI Innocent BONAVILLE, AG 2000 Hamdallaye B.P. E. 1360 - Bamako Tél : (223) 44 90 16 10 Fax : (223) 44 90 18 11</small>	<small>CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'ARTISANAT du Niger, Place de la concordance BP 13 202 Niamey Tél : (227) 20 73 88 82 Fax : (227) 20 73 88 47</small>	<small>SENEGAL 7, Rue Jean Mermoz BP 4600, Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06</small>	<small>TOGO 4801, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble 503 Togo BP : 3062 Lomé Tél : (228) 22 41 23 16 Fax : (228) 22 38 23 41</small>

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Prêts suspects au Mozambique

Credit Suisse lâche 475 millions

La banque suisse a accepté mardi de passer à la caisse pour solder des poursuites aux États-Unis et au Royaume-Uni dans une vaste affaire de corruption.



• **Credit Suisse est poursuivi par les autorités américaines et britanniques pour avoir lancé deux obligations et un prêt au nom d'entreprises d'État au Mozambique qui ont servi à verser des pots-de-vin. REUTERS**

Credit Suisse va payer près de 475 millions de dollars (438 millions de francs) aux autorités américaines et britanniques pour solder des poursuites liées à des levées de fonds organisées par l'établissement bancaire au nom d'entreprises d'État au Mozambique, au cœur d'une vaste affaire de corruption. Les transactions en question, organisées par la firme helvétique entre 2013 et 2016, ont été en partie utilisées pour verser des pots-de-vin alors même qu'elles étaient présentées aux investisseurs comme un moyen de financer le développement de la pêche au Mozambique, ont détaillé les autorités dans des communiqués séparés. L'établissement suisse n'a parallèlement pas complètement divulgué l'étendue de l'endettement du Mozambique, et donc les risques de non-remboursement, et a fait preuve de lacunes importantes dans ses contrôles internes, accusent les autorités. La banque suisse, qui fait déjà face aux retombées des scandales de Greensill et Archegos, a été en conséquence condamnée au total à 547 millions de dollars (505 millions de dollars) de pénalités, d'amendes et de restitution aux États-Unis et au Royaume-Uni, a précisé le ministère américain de la Justice. Le numéro deux du secteur bancaire helvétique ayant déjà versé certaines sommes, il devra déboursier encore 475 millions de dollars: 200 millions à l'auto-

rité financière britannique FCA, près de 100 millions au gendarme américain des marchés, la SEC, et 175,5 millions au ministère américain de la Justice. La banque a également convenu avec les autorités britanniques d'annuler pour 200 millions de dollars dus par le Mozambique.

Scandale de la «dette cachée»

L'établissement a parallèlement conclu un accord avec l'Autorité suisse des marchés financiers (Finma), prévoyant la vérification par un tiers des mesures destinées à améliorer son système de contrôle interne et de gestion des risques à l'échelle du groupe. La Finma a aussi imposé, pour un temps limité, des conditions spécifiques à toute nouvelle opération de crédit organisée par la banque au nom de pays «financièrement faibles ou exposés à la corruption». Cette affaire fait partie d'un vaste scandale de crédits accordés à trois entreprises publiques mozambicaines – ProIndicus, Ematum et MAM – par le Crédit Suisse et la banque russe VTB, théoriquement pour financer des projets de surveillance maritime, de pêche et de chantiers navals. Ils auraient en fait largement servi à entretenir la corruption au profit de proches du pouvoir. L'affaire avait éclaté en 2016, lorsque le gouvernement mozambicain avait révélé avoir contracté ces prêts sans prévenir le Parlement ni ses bailleurs de fonds. Après

ce scandale, le FMI et la plupart des bailleurs du pays, un des plus pauvres du monde, avaient suspendu leur aide.

Grave crise financière

En raison de ce scandale dit de la «dette cachée», Maputo a été contraint d'interrompre le remboursement de sa dette et sa monnaie, le metical, s'est effondrée, plongeant le pays dans la plus grave crise financière depuis son indépendance en 1975. Crédit suisse, qui assure avoir déjà pris des mesures pour renforcer sa gouvernance et ses processus, a passé dans ses comptes du troisième trimestre une charge de 230 millions de dollars (212 millions de francs). La banque se dit «satisfaite» de la fin des poursuites engagées par les autorités américaines, britanniques et suisses, qui lui permettent de «tirer un trait» sur cette partie du scandale. Crédit Suisse a déjà été secoué au printemps par la faillite de la société britannique Greensill, dans laquelle 10 milliards de dollars (9,2 milliards de francs) avaient été investis, puis par l'implosion du fonds américain Archegos, qui lui a coûté quelque 5,5 milliards de dollars (5,1 milliards de francs). La banque russe VTB a de son côté accepté de verser 6 millions de dollars (5,5 millions de francs) à la SEC dans l'affaire des crédits au Mozambique.

(AFP)

États-Unis / Fed

Jerome Powell soupçonné de conflit d'intérêts

Jerome Powell est accusé d'avoir réalisé des transactions boursières, juste avant une chute de Wall Street durant la pandémie.

Le président de la Banque centrale américaine (Fed) Jerome Powell est à son tour mis en cause pour des transactions boursières importantes réalisées pendant la crise, des révélations malvenues alors qu'il attend toujours de savoir s'il est reconduit pour un second mandat. Jerome Powell a cédé en Bourse le 1er octobre 2020 une partie de ses actifs, et récupéré entre un et cinq millions de dollars de liquidités, selon les documents officiels disponibles en ligne. «Les retraits (de liquidités) avaient pour but de couvrir des dépenses familiales», a déclaré mardi à l'AFP un porte-parole de la Fed. Plusieurs responsables de l'institution ont déjà été mis en cause pour leurs transactions boursières, et deux d'entre eux ont récemment démissionné, tandis qu'un passage en revue des règles d'éthique a été lancé. Les titres vendus par Jerome Powell étaient détenus dans le fonds indicel Vanguard Total Stock Market, qui rassemble diverses entreprises cotées en Bourse aux États-Unis, et ne cible aucun secteur en particulier.

Conflit d'intérêts

Mais ces transactions, réalisées juste avant une chute de Wall Street, alimentent des

Reprise des vols

Swiss reprend des couleurs, surtout en classe affaires

La compagnie aérienne du groupe Lufthansa doit faire face à une hausse des demandes de billets, notamment grâce à la réouverture des frontières avec les États-Unis. Les places en classe affaires sont prises d'assaut.

Lorsque les États-Unis ont annoncé qu'ils allaient rouvrir leurs frontières pour les touristes européens doublement vaccinés dès novembre, de nombreux voyageurs se sont rués sur les billets d'avion. La compagnie aérienne Swiss, qui ne fait pas exception, a vu sa demande de billets en provenance de Suisse et d'Allemagne exploser. Cette réouverture suscite également l'optimisme de la direction du groupe Lufthansa. Car non seulement la demande de voyages en avion croît de semaines en semaines, mais la classe affaires semble également être au cœur de toutes les convoitises. «L'année dernière, nous craignons que les visioconférences ne réduisent les voyages d'affaires sur le long terme», explique Andreas Bartels, porte-parole chez Lufthansa, interrogé par «NZZ am



• **Jerome Powell, à Washington, le 28 septembre 2021. Getty Images via AFP**

souçons de conflit d'intérêts. Les transactions de Jerome Powell ont été dévoilées par le site progressiste The American Prospect, qui appelle à ne pas le renouveler dans ses fonctions, alors que les démocrates restent divisés sur la question de lui offrir ou non un second mandat. L'aile gauche du parti milite pour que Joe Biden choisisse quelqu'un d'autre. Ces révélations interviennent à peine un mois après la démission du président de l'antenne régionale de la Fed de Dallas, Robert Kaplan, et celui de la Fed de Boston, Eric Rosengren, mis en cause pour des transactions boursières importantes en pleine crise économique liée au Covid-19. Le vice-président de la Fed, Richard Clarida, a lui aussi déclaré des transactions d'un

montant important, réalisées en février 2020, au tout début de la pandémie de Covid-19, et juste avant que la Fed n'abaisse ses taux directeurs pour soutenir l'économie. Mi-septembre, après cette cascade de divulgations, la Fed et Jerome Powell avaient annoncé un examen complet des règles d'éthique concernant les activités financières autorisées pour ses responsables. Le gendarme de la Fed s'est lui aussi penché sur la question. Le mandat de quatre ans de Jerome Powell arrive à terme en février prochain et la Maison-Blanche, qui nomme le futur président avant une confirmation du Congrès, est pour l'instant restée silencieuse sur ses intentions.

(AFP)



• **La compagnie de Lufthansa a vu sa demande de billets exploser. AFP**

Sonntag». Il constate désormais que, même si des réunions importantes peuvent être gérées depuis la maison, les managers sont toujours attirés par les rencontres en personne.

Le luxe des vacanciers

Les vacanciers semblent également désireux de passer un vol dans des sièges plus confortables. Selon le porte-parole, ils se permettent ce

luxe après près de deux ans de restrictions, car ils profitent également d'un espace supplémentaire: «La classe affaires est donc souvent complète.» Ces deux nouveaux paramètres sont d'une importance capitale pour les compagnies aériennes. Selon une analyse de Credit Suisse, ces dernières réalisaient environ 45 % de leurs revenus avec les voyageurs en business avant la pandémie.

(szu)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Deuxième séminaire sur les opportunités d'affaires (e-BOS)	12- 13 octobre 2021	Virtuel	BOS@AFDB.ORG et F.BENYAHIA@AFDB.ORG
3ème forum économique et commercial Turquie-Afrique	Date : 21 et 22 octobre 2021	Istanbul Congress Center	http://www.turkeyafricaforum.org/fr/
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Forum sur le financement des engrais en Afrique orientale et australe	28 octobre 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/en/affm
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
Conférence sur la politique foncière en Afrique, CLPA 2021	2 - 4 novembre 2021	Kigali, Rwanda	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE finance

Bélier Les influx planétaires de la journée inciteront les cambrioleurs, voleurs et vandales de tout bord à agir. Prenez donc toutes les précautions nécessaires pour protéger notamment votre maison, votre voiture, votre résidence secondaire, votre ordinateur...

Taureau La planète Jupiter sera neutre dans l'ensemble pour tous les natifs du signe. Cependant, elle peut réserver des chances dans les placements financiers et dans le domaine de l'argent autre que celui gagné par le travail.

Gémeaux Dépêchez-vous de régler vos problèmes d'argent les plus urgents, car bientôt vous ne serez plus en mesure de le faire correctement. Vous pourrez aussi aujourd'hui effectuer des transactions profitables.

Cancer Le Soleil en cette position dans votre Ciel devrait vous aider à rééquilibrer votre budget, voire même à faire quelques économies. Mais attention : Neptune en aspect dysharmonique pourra vous souffler des idées de dépenses excessives. Restez donc raisonnable et évitez de prendre des décisions financières délicates, concernant un achat important ou un placement par exemple.

Lion Un prêt financier peut vous aider à vous tirer d'un mauvais pas. Avec un peu de débrouillardise, vous pourrez en bénéficier. Rappelez-vous toutefois qu' "argent emprunté s'en va en riant et revient en pleurant" (pro-verbe turc).

Vierge Sur le plan financier, le départ de Saturne de votre Ciel est une bonne nouvelle. Saturne est en effet une planète de restriction, et son influence dans le secteur argent n'a certainement pas favorisé vos finances. Vous serez plus à l'aise maintenant. Mais ce ne sera pas une raison pour redevenir trop insouciant et dépensier !

Balance Vous serez tenté par l'achat d'un tas de choses inutiles mais qui vous paraissent sur l'heure indispensables. Aussi, vous aurez un peu tendance à oublier les factures en souffrance. Montrez-vous plus raisonnable afin d'éviter des complications ultérieures.

Scorpion Placée sous les auspices bénéfiques de Mercure, cette journée sera celle de la réussite financière. Ce sera le moment de prendre des risques, de spéculer. La chance vous soutiendra de manière insolente, vous permettant d'augmenter sensiblement vos gains avec un minimum d'efforts. Il faudra cependant éviter de se laisser griser par le succès, de tomber dans le piège d'une vie facile, avec la possibilité de se retrouver finalement sous le pont du clochard !

Sagittaire Voilà une journée qui vous fournira l'occasion de faire des gains importants sur lesquels vous devrez sauter à pieds joints. Mais la difficulté majeure résidera moins dans un manque à gagner que dans un risque de dépenses excessives.

Capricorne Bonne chance financière grâce aux influx de Saturne. Vous aurez la possibilité de réaliser d'excellentes transactions. Vous pourrez aussi consolider votre situation matérielle en envisageant des placements sûrs.

Verseau Le climat astral ne sera pas favorable aux associations d'affaires. Si vous avez un partenaire financier, celui-ci pourrait très bien vouloir rompre les relations, à moins que ce ne soit pas vous qui préféreriez-vous passer de ses services.

Poissons Vos chances de réaliser d'excellentes transactions financières ou opérations immobilières seront accrues. Si vous êtes confronté à un problème de succession, vous trouverez une solution judicieuse aujourd'hui. La journée sera également idéale pour effectuer des transformations dans votre maison. Toutefois, il faudra veiller à ne pas dépasser votre budget, et surtout à ne pas faire d'emprunt.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGRES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

Dans le souci d'assurer un allègement fiscal sur la mise à la consommation des marchandises sous douane en souffrance en ces moments de pandémie de la COVID-19, et afin de décongestionner les Magasins et Aires de Dédouanement/Entrepôts pour inciter aux nouvelles commandes de fin d'année, il est institué une mesure de dépréciation des valeurs conformément aux dispositions de l'article 15 du Code des Douanes National.

Celle-ci couvre la période du 1^{er} octobre au 15 décembre 2021.

Le bénéfice de la présente mesure de dépréciation de la valeur de ces marchandises sous douane en souffrance dans les MAD, entrepôts, ..., est subordonné à une demande préalable marquée simplement par le dépôt du dossier du requérant auprès de la Compagnie Technique d'Evaluation et de Contrôle (COTEC).

I. CAS DES VEHICULES

Sont concernés par la présente dépréciation, les véhicules ayant plus de cinq (5) ans d'âge dans les conditions ci-dessous :

- Un taux de dépréciation de 25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux Magasins et Aires de Dédouanement est comprise entre le 1^{er} janvier et le 15 décembre 2021 ;
- Un taux de dépréciation de 30% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020 ;
- Un taux de dépréciation de 35% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019 ;
- Un taux de dépréciation de 40% pour les véhicules dont la date d'entrée est antérieure au 1^{er} janvier 2019.

II. CAS DES AUTRES MARCHANDISES

En ce qui concerne les autres marchandises en souffrance, une inspection préalable sera effectuée par les services des douanes afin de proposer pour chaque cas de figure, un taux de dépréciation approprié.

Les produits pétroliers ne sont pas concernés par la présente mesure de dépréciation.

III. CAS DES EPAVES ET AVARIES

La dépréciation de la valeur en douane des épaves et avaries tiendra compte du degré de dégradation ou d'avarie et sera effectuée par les services des douanes désignés à cet effet.

Il est demandé à toutes les personnes bénéficiant de la présente mesure de dépréciation de valeur, de faire valoir leur droit au plus tard le 31 décembre 2021 par la liquidation et le paiement effectif des droits dus.

Au-delà du 31 décembre 2021, tout accord de dépréciation obtenu n'ayant pas fait l'objet d'un faire-valoir de droit à la date limite mentionnée ci-haut est considérée comme nul et de nul effet.

La présente note de service prend effet à compter de la date de sa signature et prend fin le 31 décembre 2021.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour la réussite de cette opération.

Fait à Lomé, le 1 octobre 2021
Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

Politique Régionale de concurrence de la CEDEAO

Les Etats membres élaborent un plaidoyer

Lomé, la capitale togolaise a abrité les 18 et 19 octobre 2021, un atelier de sensibilisation sur la politique régionale de la concurrence de la CEDEAO, organisé par l'Autorité Régionale de la Concurrence de la CEDEAO (ARCC), en collaboration avec le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale.

● Eyram AKAKPO

Cet atelier avait pour but de sensibiliser les gouvernements de l'espace CEDEAO, les organisations internationales, la société civile, les associations de consommateurs, les praticiens du droit et le secteur privé sur le mandat de l'ARCC et ses implications pour le développement des entreprises locales et le commerce régional. Selon le ministère en charge du commerce, l'objectif premier de ce plaidoyer est de tenir toutes les parties prenantes nationales informées de l'existence de l'ARCC, de son mandat et de son domaine d'intervention ; ensuite s'assurer que le Gouvernement et les parties prenantes nationales concourent à la domestication des dispositifs nationaux des règles régionales de concurrence de la CEDEAO et de l'acte additionnel portant création de l'ANC dans chaque Etat membre. « Cette activité est la deuxième étape de la tournée de sensibilisation de plaidoyer de la politique régionale de la concurrence. Elle vise à réunir les parties prenantes qui ont un rôle important à jouer dans la mise en œuvre effective de l'ARCC et de les informer non seulement de l'existence de l'autorité régionale de la concurrence de la CEDEAO, mais aussi son rôle et son champ d'application pour l'assainissement de la concurrence régionale



et nationale », a rappelé Dr Siméon KOFFI, Président Exécutif de l'ARCC. Pour Vinyo Koffi MENSAH, Directeur d'Appui au Secteur Privé, représentant le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, cette initiative permet au Togo et à la sous-région de se doter des règles fortes et des ressources compétentes, capables de relever les défis de la mise en œuvre des règles de la concurrence dans les Etats membres. « La concurrence est une composante importante dans la croissance économique et le développement durable » en se réjouissant de la diversité et de la qualité des acteurs présents à ladite rencontre. « Le Gouvernement togolais fera tous les efforts possibles pour soutenir la mise en œuvre des règles de la concurrence dans l'espace régional et continental en vue de la protection des consommateurs de même que pour la bonne marche des activités du secteur privé », a-t-il ajouté. L'Appropriation et l'internalisation du cadre régional de la concurrence au Togo, le domaine de collaboration entre l'ARCC et les parties prenantes nationales de la concurrence, la coopération entre les parties prenantes et l'ARCC en vue de la mise en œuvre du cadre de la concurrence et les décisions de l'ARCC sont les grands points qui ont meublé cette assise. Pour rappel, la délégation de l'ARCC a également eu des séances de travail bilatérales avec les différentes parties prenantes notamment le Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural, les associations professionnelles chargées de l'import/export, de la manufacture, les associations de consommateurs, la chambre de commerce, les bureaux nationaux des statistiques pour des discussions plus approfondies sur des questions d'intérêts communs.

tion et l'internalisation du cadre régional de la concurrence au Togo, le domaine de collaboration entre l'ARCC et les parties prenantes nationales de la concurrence, la coopération entre les parties prenantes et l'ARCC en vue de la mise en œuvre du cadre de la concurrence et les décisions de l'ARCC sont les grands points qui ont meublé cette assise. Pour rappel, la délégation de l'ARCC a également eu des séances de travail bilatérales avec les différentes parties prenantes notamment le Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural, les associations professionnelles chargées de l'import/export, de la manufacture, les associations de consommateurs, la chambre de commerce, les bureaux nationaux des statistiques pour des discussions plus approfondies sur des questions d'intérêts communs.



Liverpool

Mohamed Salah confirme sa candidature pour le Ballon d'Or !

Face à Manchester United, le joueur de 29 ans a confirmé être dans une forme stratosphérique, alors que la remise du Ballon d'Or approche.

Dimanche après-midi, de nombreuses affiches prestigieuses se jouaient aux quatre coins de l'Europe. Le Clasico, le Clasique, Manchester United - Liverpool, ou encore Inter - Juventus. Autant dire que les fans de foot ont clairement été gâtés. Mais dimanche, c'était aussi le dernier jour pour voter pour le Ballon d'Or ! Les journalistes, capitaines et entraîneurs avaient ainsi jusqu'à hier pour soumettre leur favori. Et forcément, certains joueurs étaient face à leur dernière chance de convaincre les votants. Le moins que l'on puisse dire, c'est que Mohamed Salah a bien saisi cette opportunité... La star égyptienne a terminé la rencontre avec un triplé et une passe décisive (pour Keita sur le premier but) au compteur. Rien que ça ! De quoi faire de l'ombre à Cristiano Ronaldo, autre candidat déclaré, à un Messi, qui est un peu dans le dur en ce moment, ou même à Karim Benzema, un peu discret dans



le Clasico.

Des chiffres monstrueux

Ses statistiques sont effrayantes, et avec 107 buts marqués en 167 rencontres de championnat anglais, il est désormais le meilleur buteur africain de l'histoire de ce championnat. Et tout indique qu'il va clairement faire grimper ses statistiques dans les prochains mois. Cette saison, il affiche une forme flamboyante : 12 buts et 5 passes décisives en 11

matchs seulement ! Le tout, en ayant été décisif face à des équipes comme Manchester United donc, mais aussi Chelsea, Manchester City, Milan et l'Atlético de Madrid ! Seule ombre au tableau, l'absence de titres majeurs remportés sur l'année civile, mais, heureusement pour lui, aucune véritable individualité n'est sortie du lot chez les Italiens, vainqueurs de l'Euro, ou à Chelsea, champion d'Europe. Rendez-vous le 29 novembre donc...

Avec footmercato.net

Manchester United

Les joueurs ont lâché Ole Gunnar Solskjaer !

Déjà sur la sellette avant la débâcle de Manchester United contre Liverpool dimanche (0-5), Ole Gunnar Solskjaer est plus que jamais sur un siège éjectable. D'autant plus que le manager norvégien a perdu le soutien de son vestiaire.

Les fondations posées par Ole Gunnar Solskjaer à Manchester United s'effondrent chaque jour un peu plus ces dernières semaines. Et pourtant, le mercato colossal des Red Devils l'été dernier semblait avoir lourdement armé le technicien norvégien de 48 ans pour réaliser une très grosse saison 2021-2022, aussi bien en Premier League qu'en Ligue des Champions. Mais voilà, les arrivées de Raphaël Varane, Jadon Sancho ou encore de Cristiano Ronaldo n'ont pas eu l'effet escompté. Si MU pointe à la 7ème place du championnat anglais après 9 journées, à 8 points du leader Chelsea après la défaite historique contre Liverpool dimanche (0-5), la presse anglaise semble unanime à ce sujet : OGS est le principal responsable de cette situation. Même si les pensionnaires d'Old Trafford sont lea-

ders de leur groupe F en C1, avec deux victoires à l'arraché grâce à CR7 et 1 défaite contre les Young Boys, les supporters ne contrediront pas les tabloïds britanniques, eux qui pointent du doigt depuis très longtemps les carences d'entraîneur, notamment tactiques, de l'ancien attaquant.

OGS lâché par son vestiaire

Les dernières informations du Times confortent l'idée qu'Ole Gunnar Solskjaer vit probablement ses dernières heures sur le banc de Manchester United. À en croire le très sérieux média britannique, il aurait en effet perdu le soutien de son vestiaire. Certains joueurs estiment que le Norvégien n'aurait pas la latitude tactique pour faire remonter la pente au club aux 20 titres de cham-

pion d'Angleterre. En clair, il n'est tout simplement pas l'homme de la situation, étant à des années-lumière des techniciens de renommée mondiale comme Pep Guardiola et Jürgen Klopp. Si les joueurs apprécient OGS en tant qu'homme, sur le plan personnel, professionnellement parlant, les choses sont donc bien différentes. The Times ajoute également que les joueurs ne seraient pas très fans des séances d'entraînement concocté par Solskjaer et son staff, avec notamment Kieran McKenna dans le viseur. L'état d'esprit inacceptable et le comportement défaitiste affichés par les Mancuniens face au rouleau compresseur formé par les Reds lors du derby d'Angleterre donnent une indication supplémentaire de l'ambiance régnant en ce moment du côté d'Old Trafford.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8%
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance

Bâtir ensemble un avenir prometteur



1498
Candidats



152
Pré-sélectionnés



86
Évalués



20
Choisis

Félicitations aux nouveaux lauréats du programme Graduate de Ecobank Togo

Suite à un processus de sélection rigoureux, Ecobank est fière d'annoncer la sélection de 20 lauréats togolais pour son prestigieux programme panafricain de formation de jeunes diplômés.

En tant qu'employeur dynamique, et qui croit fortement en la jeunesse togolaise et panafricaine, nous accueillons cette nouvelle génération de talents avec grand espoir.

Nous sommes impatients de nos futures réalisations ensemble pour la prospérité de notre continent.

ecobank.com



Ecobank
La Banque Panafricaine